

Le café arabica dans le système de production agricole de l'Ouest du Cameroun

Emmanuel Foko

Dans le cadre du projet OCISCA (Observatoire du changement et de l'innovation sociale au Cameroun), de nombreuses enquêtes ont été effectuées dans le village Bafou (Ouest du Cameroun) sur le comportement paysan vis-à-vis du café arabica, qui fut pendant longtemps la principale source de revenu monétaire des populations locales. Au cours des années récentes, la filière café a subi de nombreux bouleversements, suite à la crise économique et au programme d'ajustement structurel (PAS) avec ses multiples composantes : chute du prix payé aux producteurs, réforme du sous-secteur des engrais, libéralisation du système de commercialisation, réforme fiscale et douanière et dévaluation du franc CFA. Ces évolutions ont entraîné des changements de comportement des planteurs vis-à-vis de la culture du café. Cet article effectue une analyse prospective de l'avenir du café arabica à la lumière des nouvelles politiques agricole et économique, sur base d'enquêtes menées de 1991 à 1995, par passage annuel dans des ménages formant un échantillon représentatif du village (350 en 1991, 338 en 1993, 316 en 1994 et 311 en 1995, suite au non-remplacement des défailtants). Un questionnaire est adressé au chef de ménage qui, en général, contrôle la production et la commercialisation du café dans

l'exploitation familiale. Les autres membres du ménage exerçant une activité lucrative y ont été associés, pour mieux apprécier le budget familial. Le questionnaire porte sur la structure du ménage, les relations entre le ménage et l'extérieur, l'éducation des enfants, le budget (dépenses et revenus), les activités agricoles, les autres productions ainsi que les problèmes de financement rencontrés.

Le café arabica dans le système de production

Introduit dans la région des hautes terres de l'Ouest du Cameroun dans les années 20, le café arabica est rapidement devenu une culture essentielle. Sa nature pérenne en a fait un bon outil d'appropriation de la terre dans une zone où ce facteur de production est très rare. Cette situation est restée stable jusqu'en 1990 lorsque, pour la première fois dans l'histoire agricole du pays, le prix payé aux producteurs et garanti par l'État a enregistré une baisse très sensible. Cette mesure qui a eu de nombreuses répercussions peut être considérée comme le point de déclenchement effectif de ce qu'on pourrait appeler la crise du café arabica. Il est cependant important de relever que cette mesure, bien qu'étant le point de départ visible, reste cependant l'aboutissement d'un processus de dégradation dont les origines se situent au début des années 70.

Les effets de la chute brutale des prix d'achat garantis par l'État

Depuis l'indépendance du Cameroun en 1960, les prix payés aux producteurs ont globalement subi une tendance à la hausse, avec une certaine accélération entre 1982 et 1989. La campagne agricole 1989/1990 marque une rupture brusque de cette évolution avec une réduction drastique de l'ordre de 50 % du prix payé pour l'ensemble des produits d'exportation. La baisse du prix d'achat du café arabica (passant de 475 à 250 francs CFA/kg), va déclencher une véritable crise dans la filière et sonner le glas d'une culture qui, depuis des années, éprouvait de sérieuses difficultés en dépit de nombreux programmes de relance depuis les années 70 : subvention des intrants agricoles (engrais et pesticides), programme de régénération des vieilles caféières par une nouvelle variété (Java) plus productive, programme d'aide à l'installation des jeunes agriculteurs, programme de crédit adhérent au sein de l'Union centrale des coopératives agricoles de l'Ouest (UCCAO), toutes mesures qui n'avaient réussi qu'à maintenir une certaine stagnation, sans renverser la tendance.

La baisse du prix d'achat du café a suscité de nombreuses réactions chez les producteurs ; néanmoins le café est resté la principale culture pour une grande

E. Foko : Responsable de l'Observatoire café d'OCISCA, Université de Dschang, BP 70, Dschang, Cameroun.

Tirés à part : E. Foko

majorité de paysans : 85 % en 1991, 75 % en 1993 et 72 % en 1995, car il fournit un revenu monétaire important, bien qu'en régression constante, joue un rôle majeur dans la gestion de la trésorerie des paysans et reste le pivot du système d'occupation des sols. Cependant, des études menées dans la région avaient montré que cette culture n'était pas économiquement rentable, même dans les périodes de prix élevés, avant la chute de 1990 [1, 2].

Mais les caféiers ont été abandonnés à eux-mêmes et l'exploitation dans beaucoup de cas s'est trouvée réduite à une simple cueillette, fragilisant ainsi son rôle moteur dans l'exploitation agricole.

Les effets de la réforme du sous-secteur des engrais

Jusqu'en 1985-1986, les engrais chimiques destinés aux produits agricoles d'exportation comme le café étaient subventionnés à près de 65 % de leur valeur par l'État, au coût de 7 milliards de francs CFA par an. Avec la crise économique, l'État qui contrôlait également le système de commercialisation des engrais (importation, distribution, financement) n'a plus pu maintenir ce soutien et a engagé un plan de suppression des subventions entre 1987 et 1990, avec l'implication du secteur privé (importateurs et distributeurs) dans le circuit d'approvisionnement. Le programme de réforme visait à mettre en place les conditions de la prise en charge de la commercialisation des engrais par le secteur privé. Il devait déboucher sur une suppression des licences d'importation et des autorisations préalables pour la distribution à l'intérieur du pays. Il était question essentiellement de supprimer les distorsions qu'engendrait la pratique des subventions et de déboucher sur une meilleure utilisation des engrais par les paysans.

Les difficultés financières ont retardé le démarrage effectif de cette réforme, qui s'est étalée de 1988 à 1994. Avec sa mise en place, les quantités d'engrais importées sont passées de 150 686 tonnes en 1987 à 38 150 tonnes en 1990. Avant 1990, le caféier, très exigeant en intrants, était le principal utilisateur (et parfois l'unique)

d'engrais chimiques, de pesticides et de main-d'œuvre salariée dans l'exploitation agricole de Bafou. Entre 1991 et 1995, l'achat annuel d'engrais par ménage est passé de 11 sacs de 50 kg à 2,8 sacs, le prix du sac d'engrais passant de 2 500 francs CFA à 12 500 francs CFA (tableau 1). Parallèlement, l'utilisation d'engrais sur les caféiers est devenue quasi nulle, suite à l'évolution du ratio de prix entre l'engrais et le café. Eu égard à la nature des sols dans la région, la reprise de la production de café arabica nécessiterait une utilisation intense de fertilisants, tandis que les pesticides sont indispensables pour lutter contre les différentes maladies très présentes dans la région. Au niveau du revenu des producteurs, les analyses montrent que l'augmentation du prix des engrais suite à cette réforme devrait entraîner une réduction d'environ 31 % du revenu net sur une exploitation d'un hectare de café arabica. Cette importance se justifie par le fait que l'achat d'engrais représente la principale source de dépense monétaire dans les coûts de production. Ce programme a donc sérieusement compromis la rentabilité de la culture du café arabica.

L'évolution de l'arrachage et de la replantation des caféiers

L'évolution de la place du café dans le système agricole peut être analysée à travers la pratique de l'arrachage, la replantation et la mise en place de nouvelles parcelles. Avant 1989, il était presque impensable pour un planteur d'arracher

des caféiers pour d'autres raisons que la régénération (sauf cas extrêmes, comme la construction de maisons) ; à partir de 1990, la pratique devient acceptée et se généralise même (tableau 2). L'arrachage des pieds de café n'est signalé de façon explicite qu'en 1993 et va progresser rapidement en 1994 (le tassement de 1995 est lié à la dévaluation du franc CFA). Quant à la replantation, elle a subi une évolution inverse (tableau 2). En 1991, l'âge moyen de la caféière à Bafou était de 29 ans (avec environ 25 % du verger au-dessus de 45 ans), de sorte que toute relance durable de la production devrait inclure une régénération importante.

La perception globale des paysans

Il est très difficile de prédire le comportement des planteurs, alors que leur attitude jouera un rôle déterminant dans le sort du café arabica au cours des années à venir. Dans l'ensemble, ils ont maintenu une attitude positive. En 1991, 73 % des producteurs s'étaient prononcés pour le maintien de la production du café à la même échelle que par le passé, 16,6 % avaient l'intention d'accroître leur production et 2 % avaient l'intention d'abandonner. En 1994, le café reste toujours une culture principale pour près de 72 % des planteurs et son abandon n'est envisagé que par 5 % des planteurs. En 1995, 73 % des planteurs espèrent toujours de meilleurs résultats à l'avenir (ce qui se justifie par l'embellie de 1994 au niveau des prix), tout en restant prudents, puisque 42,5 % des planteurs ont tenté une nouvelle activité entre 1994 et 1995.

Tableau 1

Évolution de l'achat et de l'utilisation d'engrais chimiques à Bafou, Cameroun (source : Synthèse des enquêtes OCISCA)

	1989	1991	1993	1994	1995	1996
Prix engrais : F CFA/sac de 50 kg	1 750	2 500	3 500	8 500	12 500	10 500
Engrais utilisé pour le café (%)	–	75	–	22	17	–
Achat par ménage, sacs de 50 kg	–	11	5	3,8	2,8	–
Prix du café (F CFA/kg)	475	250	250	400	1 100	450
Ratio prix café/engrais	13,7	5,0	3,5	2,3	2,3	2,1

Changes in chemical fertilizer purchasing and use in Bafou (Cameroun)

Tableau 2**Arrachage et replantation des caféiers entre 1991 et 1996 (source : Synthèse des enquêtes OCISCA)**

Année	Arrachage (% de planteurs)	Replantation (% de planteurs)
1991	-	50,0
1993	5,0	10,0
1994	16,0	9,0
1995	11,3	15,8
1996	8,0	18,5

Uprooting and replanting of coffee trees between 1991 and 1996

Cette perception positive ne doit cependant pas masquer l'état de délabrement dans lequel se trouve une bonne partie des caféières, avec pour conséquence la détérioration continue des rendements déjà faibles, comparés à ceux des autres pays producteurs (Costa Rica 2 800 kg/ha, Colombie 2 300 kg/ha et Rwanda 1 000 kg/ha). Pendant les périodes normales de production, c'est-à-dire avant 1990, le Cameroun avait des rendements de 300 kg/ha ; ils se situaient autour de 150 kg/ha actuellement.

Les transformations du système de commercialisation

Parallèlement aux bouleversements du système de production, la commercialisation du café arabica au Cameroun a subi des mutations importantes au cours des cinq dernières années, portant sur la libéralisation des activités des intervenants dans la filière (acheteurs, exportateurs) et la libre fixation du prix d'achat aux producteurs. Ceci s'inscrit dans un vaste programme de restructuration des filières des principales cultures d'exportation engagé dans le cadre de la nouvelle politique agricole. Cette nouvelle politique agricole correspond à un désengagement de l'État des secteurs de production ainsi qu'à une libéralisation de l'économie.

La libéralisation des circuits commerciaux

Jusqu'en 1990, l'UCCAO avait le monopole de la commercialisation du café arabica dans la province de l'Ouest du Cameroun et le prix d'achat était fixé et garanti par l'État. Dès 1992, la concurrence est autorisée pour l'achat du café arabica et les premiers acheteurs privés commencent leurs activités au cours de la campagne agricole 1992/1993. Ils devaient cependant respecter le prix fixé par l'État, qui, dans cette situation de concurrence, devient plutôt le minimum garanti puisque rien n'interdit son utilisation comme outil de concurrence. Au cours de la campagne agricole 1993/1994, la part du marché de l'UCCAO est tombée à 85,4 % dans le village Bafou, tous les grands planteurs lui restant fidèles. Ceci peut s'expliquer par sa longue expérience, ses multiples interventions dans la communauté (construction d'écoles, ouverture des pistes, électrification rurale) et la fourniture de services complémentaires à ses membres (approvisionnement en intrants, accord de crédit) qui la mettent en avant par rapport à ses concurrents. Ces services complémentaires ont cependant un peu souffert des difficultés financières de l'UCCAO liées aux mauvaises performances de certaines coopératives membres, à la grande satisfaction de ses concurrents.

La libre fixation du prix d'achat

En 1994/1995, la libéralisation de la commercialisation a franchi une étape décisive puisqu'on est passé à la « libéralisation totale ». La fixation du prix d'achat sera désormais le résultat des négociations entre producteurs et acheteurs, l'État s'étant complètement désengagé du système. La part du marché de l'UCCAO est passée de 85,4 % en 1993/1994 à 68,5 % en 1994/1995. Les acheteurs privés ont réalisé une avancée très importante car l'acheteur a l'obligation de payer l'intégralité de la valeur du produit au moment de l'achat. À cet égard, les acheteurs privés se sont mieux comportés que l'UCCAO, en situation financière difficile.

La concurrence a permis une certaine amélioration du système dans son ensemble. Certains abus de la coopérative (longues attentes, insolence des agents, etc.) ont fortement régressé [3]. Les planteurs ont été sensibilisés à leurs droits, ce qui a contribué à fragiliser les liens entre l'UCCAO et ses adhérents : 49,2 % des planteurs de Bafou déclarent qu'ils resteront fidèles à la coopérative, 28,3 % sont indécis et se décideront en fonction des actions concrètes proposées par la coopérative et les concurrents. Il est évident que la libéralisation a amélioré le système de commercialisation du café arabica dans l'Ouest du Cameroun, mais des inquiétudes persistent quant à la protection des petits producteurs, souvent plus exposés aux escroqueries, surtout au niveau de la pesée de leur produit. De nombreux cas de malversations liées aux balances irrégulières ont été signalés au cours de la campagne 1994/1995. Le dispositif de contrôle devant accompagner la libéralisation du système de commercialisation ne semble pas bien fonctionner, ce qui laisse les paysans à la merci des acheteurs. On peut dès lors se demander quel sera l'effet de cette libéralisation sur le développement futur de la culture du café dans la région. Compte tenu du rôle limité de la commercialisation comparativement aux contraintes de production, son amélioration actuelle risque de ne produire qu'un effet marginal sur la relance de la filière.

Le café dans les revenus des paysans

Culture de rente, le café arabica est avant tout apprécié pour sa capacité à générer un revenu monétaire significatif. Jusqu'au déclenchement de la crise dans la filière, il assurait une certaine régulation de la trésorerie, suivant un schéma bien harmonisé. Au cours de l'année, le paysan investissait dans sa caféière sous forme d'engrais, de pesticides et de main-d'œuvre. À la récolte, son produit lui était acheté par la coopérative qui lui versait une somme d'argent importante lui permettant de faire face à ses dépenses (scolarité des enfants, amélioration de l'habitat, dépenses de prestige, etc.).

Les retards de paiement enregistrés en 1988/1989 (bien que moins marqués pour le café arabica que dans les cas du café robusta et du cacao) ont remis en cause l'intérêt pour une culture qui était, et à juste titre d'ailleurs, appelée « arbre à argent ». En 1994, le café arabica est passé en troisième position dans les sources de revenu pour les paysans de Bafou, derrière les petits métiers et les cultures maraîchères (tableau 3). Sa contribution au revenu monétaire des producteurs est passée de plus de 50 % en 1991 à 27,5 % en 1995. On note cependant une légère reprise en 1996, avec une amélioration aussi bien des montants que de la contribution qui est passée à 31,5 % du revenu monétaire total des producteurs.

Avec la baisse progressive des revenus provenant du café et face au comportement assez conservateur des planteurs, on est tenté de s'interroger sur les alternatives possibles dans le système agricole de l'Ouest : cultures vivrières et maraîchères, arbres fruitiers, élevage des volailles, élevage porcin et culture d'eucalyptus. Toutes ces activités ont fait l'objet d'expérimentations par les paysans producteurs de café arabica [4]. Les cultures maraîchères et vivrières présentent l'avantage d'améliorer la consommation locale et pourraient contribuer à la satisfaction des besoins alimentaires des ménages producteurs. Malheureusement, la mauvaise organisation des circuits de commercialisation et le mauvais état des routes en saison pluvieuse limitent leur développement (avec des pertes importantes résultant des méventes) tandis que la production d'arbres fruitiers (goyavier et avocatier notamment), dont les résultats agronomiques sont très satisfaisants, connaît des difficultés d'écoulement. On estime qu'environ 50 % de la production de goyaves est abandonnée au verger chaque année dans le village Bafou. Les avocats souffrent des mêmes problèmes, bien que dans des proportions moindres, tandis que les autres espèces fruitières réussissent moins bien à cause de l'altitude élevée de la région.

L'élevage a été tenté par beaucoup de paysans, notamment la production des volailles. Dans l'ensemble, la production s'est bien tenue jusqu'à la dévaluation du franc CFA qui a entraîné la hausse des prix des principaux facteurs de production (provendes, produits vétérinaires), a réduit la rentabilité et a entraîné l'abandon de cette activité par la plupart des producteurs. Par ailleurs, le rétrécissement de la demande urbaine liée à la chute du pouvoir d'achat des consomma-

Tableau 3

Contribution du café arabica au revenu des producteurs à Bafou (source : Synthèse des enquêtes OCISCA)

	1991	1993	1994	1995	1996
Revenu moyen du ménage (F CFA)	-	349 170	339 540	269 450	342 350
Revenu moyen du café (F CFA)	139 000	191 170	166 700	74 605	107 830
Contribution du café (%)	-	54,7	49,0	27,5	31,5
Place du café	1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}	3 ^e	2 ^e

Contribution of arabica coffee to farmers' income in Bafou

Summary

Arabica coffee in the agricultural production system of the western highlands of Cameroon

E. Foko

Arabica coffee has long been the main income-generating crop for farmers in the western highlands of Cameroon. During the last 10 years, this crop has been seriously handicapped due to the crisis that started in 1986. From 1989 to date, many economic measures weakened the status of this crop in farming systems of this area, all within the framework of the structural adjustment program, including: the drastic drop in price of arabica coffee from 475 CFA F/kg to 250 CFA F/kg in 1990; the fertilizer subsector reform program; the liberalization of the marketing system; and more recently the devaluation of the CFA franc.

The reduction in farmers' coffee price in 1990 was actually the first measure that destabilized arabica coffee production. The status of coffee in the farming system is related to its cash income generating potential. Lower prices led to low income, therefore reducing farmers' enthusiasm. The fertilizer subsector reform program was intended to liberalize the marketing system for fertilizers and remove state subsidies. These measures led to a substantial price increase (Table 1) and a subsequent reduction in quantities applied by farmers. Since coffee consumes considerable fertilizer quantities in this region, this was followed by a drastic reduction in the amounts produced. Some farmers even started uprooting coffee trees on their farms and replaced them with other crops, mostly vegetables that are supposed to be better income generators (Table 2). Cases of complete abandonment of coffee production have been reported.

The coffee marketing system was also liberalized within 2 years, starting in 1993. This improvement in the marketing system did not stimulate production, and it had a rather marginal effect. Liberalization of the marketing system was followed by a fiscal reform, which led to higher taxes on exports.

The last measure taken was the devaluation of the CFA franc, which was intended to stimulate exports. Despite the artificial increase in coffee prices, farmers were worse off because the profitability of the crop was reduced due to price hikes in the input sector (fertilizers and pesticides). As shown in Table 3, the profitability of coffee production which was already poor, as reported in cost analysis studies, has worsened. This also led to a drastic reduction in coffee with respect to farmers' cash income.

The last 10 years have been very difficult for arabica coffee in the western highlands of Cameroon. From its "money tree" status, this crop could now very well disappear from farming systems. Farmers keep growing it mostly because they have not been able to find viable substitutes. Most alternatives that have been tried were unsatisfactory in terms of cash income. The future of arabica coffee in this region is therefore at stake, and this crop may never recover its former privileged status.

Cahiers Agricultures 1999 ; 8 : 197-202.

teurs urbains a amplifié les difficultés. La production porcine, jadis prospère, souffre de la présence rampante de la peste porcine africaine, qui a décimé complètement le cheptel et continue de le menacer. Certains producteurs ont essayé la sylviculture, principalement de l'eucalyptus, dont la culture est financièrement rentable ; mais la limitation des surfaces exploitables voue cette tentative à l'échec, de même que ses effets supposés néfastes sur la fertilité des sols, ce qui, avec la montée des préoccupations environnementalistes dans le pays, freine son introduction dans la production agricole.

Les effets de la dévaluation du franc CFA

Les défenseurs de la dévaluation du franc CFA prédisaient une relance de l'économie par les produits de base (agricoles, forestiers et miniers) qui devaient gagner en compétitivité et dégager des excédents susceptibles d'entraîner l'économie. Intervenue le 11 janvier 1994, elle a doublé mécaniquement le prix d'achat payé aux producteurs, qui, en février 1994, est passé de 250 à 400 francs CFA/kg. Par ailleurs, en septembre 1994, l'UCCAO a payé une plus-value de 300 francs CFA/kg de café acheté au cours de la campagne 1993/1994, ce qui situe le prix moyen autour de 600 francs CFA/kg, compte tenu du fait que, lors de l'annonce de la dévaluation, une bonne partie de la production était déjà commercialisée. Cette dévaluation s'est accompagnée d'une bonne tenue du café arabica sur le marché mondial et, la libéralisation de la commercialisation aidant, les prix payés aux producteurs ont oscillé entre 1 000 et 1 100 francs CFA/kg au cours de la campagne 1994/1995. La dévaluation aurait donc eu des effets bénéfiques sur l'évolution de la filière, comme prédit par ses défenseurs. Mais l'augmentation du prix du café a été suivie de celle des intrants agricoles, suite à l'effet combiné de la dévaluation du franc CFA et de la réforme fiscale et douanière entrée en application en juillet 1994, avec l'instauration de la taxe sur le chiffre d'affaires qui a accéléré la poussée inflationniste.

La réforme du sous-secteur des engrais a eu des effets négatifs sur les systèmes de cultures axés sur le café arabica, sur base d'un budget type d'une exploitation agricole à

partir des données collectées en 1992 [5]. Par ailleurs, une évaluation des coûts de production du café arabica dans la même région a été réalisée pour en déterminer la rentabilité [2]. Le passage du prix de l'engrais de 3 500 à 7 000 francs CFA par sac de 50 kg nécessite que le prix du café arabica passe de 250 à 360 francs CFA/kg, pour maintenir le même revenu brut d'une exploitation d'un hectare de caféier. En y incluant l'élévation des prix des pesticides, on obtient un prix de 385 francs CFA environ par kg de café. Comme le sac de 50 kg d'engrais est passé à 8 500 francs CFA au lendemain de la dévaluation, on obtient un prix d'équilibre de 410 francs CFA/kg de café (450 francs CFA/kg en y incluant le coût des pesticides). Cette analyse ne prend pas en compte le taux d'inflation, qui s'est situé autour de 45 % au cours de la première année suivant la dévaluation du franc CFA. Le maintien du pouvoir d'achat des paysans aurait nécessité un prix d'équilibre bien supérieur à 500 francs CFA/kg ; plus de 2 ans après la dévaluation, le prix d'achat du café est en dessous de ce seuil, de sorte que les effets positifs de cette mesure semblent avoir été très éphémères.

Un autre élément d'appréciation des effets de la dévaluation peut être fourni par le ratio de prix entre le café et l'engrais. Ce ratio qui était de 13,7 avant le début de la crise du café arabica se situait à 3,5 juste avant la dévaluation (tableau 1). De 2,3 en 1994 et 1995, il est retombé à 2,1 en 1996. Proportionnellement, les augmentations du prix du café sont de loin inférieures à celles du prix des intrants agricoles importés. La rentabilité de cette culture s'est donc encore détériorée, ce qui a justifié la réorientation des investissements agricoles vers d'autres spéculations plus rentables (cultures maraîchères, élevage des volailles). Ainsi, l'objectif de la relance des filières des produits agricoles de base attendue de la dévaluation n'a pas été entièrement atteint pour le café arabica, d'autant que, au vu de la tendance des marchés en 1995/1996, le prix d'achat moyen se situant à 450 francs CFA/kg représente une régression majeure par rapport à l'année précédente. La situation en 1996/1997 n'est guère meilleure avec des prix équivalents. Ainsi, s'il est difficile de dissocier complètement les effets de la dévaluation du franc CFA des autres mesures d'ajustement prises dans le cadre du programme d'ajustement structurel et de la nouvelle politique agricole, on peut conclure que cette dévaluation a été globalement négative pour la filière du café arabica au Cameroun.

Conclusion

La place du café arabica dans le système d'exploitation agricole des villages de l'Ouest du Cameroun présente des signes de régression au fil du temps. L'absence de soins (désherbage, taille, traitement phytosanitaire), le prix élevé des engrais et des pesticides constituent un coup très dur pour cette culture.

Plusieurs autres cultures ont été essayées, le plus souvent sans grand succès. Le rétrécissement des marchés urbains associé à la baisse drastique du pouvoir d'achat des citadins, le renchérissement des principaux facteurs de production ont rendu le marché des produits vivriers et maraîchers instable, de même que celui des volailles. Le seul élément positif se rapporte au système de commercialisation qui, à cause de la libéralisation, a atteint de meilleurs résultats, mais dont l'impact reste marginal.

Le caféier arabica aura beaucoup de peine à se maintenir dans le système agricole de l'Ouest du Cameroun, sans devoir être abandonné pour autant. Son rôle de régulation dans la gestion de trésorerie ainsi que sa capacité d'appropriation des terres, dans une zone où l'accès à la terre reste une contrainte majeure dans les activités agricoles, le rendent difficilement remplaçable dans le contexte actuel. Ainsi, faute de mieux, les paysans vont continuer à produire du café en plus faible quantité et surtout de mauvaise qualité. Pour que le café reste une culture essentielle dans la région, il faudrait que l'approvisionnement en engrais et pesticides soit amélioré, de manière à ce que leurs prix soient comparables à celui du produit. Vu le vieillissement du matériel végétal, son renouvellement nous semble impératif. Ce n'est qu'à ces conditions que le café continuera de jouer un rôle important dans le système agricole de l'Ouest du Cameroun ■

Remerciements

Les recherches ayant abouti à la rédaction de cet article ont bénéficié du financement de l'ORSTOM dans le cadre du Programme OCISCA (Observatoire du changement et de l'innovation sociale) et se sont déroulées au sein de l'Observatoire café de Bafou, basé à l'Université de Dschang (Cameroun). L'auteur remercie M. Jean-Luc Dubois de l'ORSTOM ainsi que tous les lecteurs anonymes de la revue qui ont contribué à l'amélioration de la qualité de ce texte.

Références

1. Kamajou F, Kwanou R. Étude comparative de l'évolution des coûts de production et des prix d'achat aux producteurs du cacao et du café. *Annal Centre Univ Dschang* 1985 ; 1 : 60-72.
2. Sama J, Kamajou F, Ayissi JP, Foko E. Budgets for selected crop and livestock enterprises. In : *Cameroon. Research Report. Department of Agricultural Economics. University of Dschang (Cameroon), 1993 ; 38 p.*
3. Langham MR, Ayissi JP. Transaction costs in the marketing of arabica coffee in Cameroon. In : Langham, Kamajou, eds. *Agricultural policy analysis in Sub-Saharan Africa. Proceedings of an international symposium held in Dschang, Cameroon, 1992 : 333-55.*
4. OCISCA (Équipe Observatoire Bafou). Libéralisation, dévaluation : bientôt la relance de la caféiculture à Bafou. *Les Cahiers d'OCISCA* 1995 : 18 ; 34 p.
5. Fadani A, Foko E. Economic effects of the fertilizers sub-sector reform program on coffee based farming systems in Cameroon. In : Franz Heidhues B, Knerr, eds. *Food and agricultural policies under structural adjustment. Proceedings of the 1992 Seminar of the European Association of Agricultural Economists. Frankfurt am Main : Peter Lang, 1993 : 335-48.*

Bibliographie

- Ajab Amin A. The effects of structural adjustment programme on Cameroon's major exports crops, cocoa, coffee and cotton. *Les Cahiers d'OCISCA* 1995 : 17 ; 28 p.
- Bopda A. Le village cacaoyer du sud Cameroun sous le choc de la dévaluation, le cas de Yemesoa. *Les Cahiers d'OCISCA* 1995 : 8 ; 17 p.

Courade G, éd. *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*. Paris : Karthala, 1994 ; 410 p.

Nanhou V. *Étude économique de l'impact du programme de réforme du sous-secteur engrais sur les arabiculteurs du village Bamougoum*. Mémoire de fin d'études d'Ingénieur agronome. INADER, Université de Dschang (Cameroon), 1993 ; 100 p.

Ndembou S. Les planteurs de café et de cacao du sud Cameroun dans le tourbillon de la crise, de la libéralisation et de la dévaluation. *Les Cahiers d'OCISCA* 1995 : 12 ; 33 p.

Schiff M, Valdes A. *The plundering of agriculture in developing countries*. Washington D.C. : The World Bank, 1992 ; 48 p.

Résumé

Le café arabica dans le système de production agricole de l'Ouest du Cameroun

E. Foko

Le café arabica est resté longtemps la principale culture génératrice de revenu monétaire pour les paysans de l'Ouest du Cameroun. Depuis 1989, cette culture a subi de nombreuses mutations liées à la dégradation de l'environnement économique, considérable suite à la crise économique qui s'est installée depuis 1986. Au cours de la dernière décennie, on a vu la chute drastique du prix du café payé aux producteurs, la réforme du sous-secteur des engrais, la libéralisation du système de commercialisation et la dévaluation du franc CFA. Ces mesures, liées au programme d'ajustement structurel, s'inscrivent dans le cadre de la nouvelle politique agricole du pays et ont eu des conséquences profondes sur la place du café dans le système de production agricole, au point de menacer son rôle de principale culture de rente. Sa contribution au revenu monétaire des producteurs a sensiblement régressé, malgré une légère reprise à partir de 1995. L'avenir du café arabica dans la région est assez incertain, malgré la lueur d'espoir, plutôt éphémère, résultant de la dévaluation du franc CFA.
